

La génération de la crise



Ne sera pas celle de la guerre !

Les terribles attentats du 13 novembre à Saint Denis et Paris ont plongé le pays dans le choc et l'effroi. Nous tenons à rendre hommage aux victimes et à apporter notre soutien à leurs proches. Nous saluons également l'action des agents du service public et l'élan de solidarité qui a eu lieu de la population.

Ces attentats touchent profondément les jeunes de notre pays. Les lieux qui ont été visés – festifs, culturel, sportifs – sont ceux que beaucoup d'entre nous fréquentent. Les jeunes sont nombreux parmi les victimes mais aussi parmi les auteurs des attentats. Dans le monde entier, au Liban, en Tunisie, au Kenya, en Turquie, notre génération est touchée par la guerre, l'obscurantisme, le fanatisme qui cherche à anéantir les espoirs de paix et de vivre ensemble par une violence aveugle.

Nous avons une responsabilité particulière, pour dépasser nos peurs et refuser cette violence. Les réponses qui seront apportés à ces attentats détermineront, pour beaucoup, le monde dans lequel nous allons vivre. Deux logiques s'affrontent. D'un côté, celle d'une dérive guerrière et sécuritaire, qui traduit la montée de la violence et la recherche d'un ennemi intérieur. De l'autre, celle de la construction de la paix, en faisant le choix de renforcer la démocratie. C'est avec la conviction que céder à la peur reviendrait à tomber dans le piège tendu par les terroristes que nous défendons la seconde option. Nous rejetons la modification de la constitution, la déchéance de nationalité ou encore l'escalade militaire en Syrie. Nous refusons un état d'urgence permanent.

L'Etat de droit n'est pas désarmé face au terrorisme. Il est indispensable de revoir les moyens humains et les missions des services de renseignement, de police et de justice. Mais ces mesures ne nécessitent en aucune façon de remettre en cause les libertés individuelles et collectives. Elles doivent s'accompagner, au contraire, de plus de libertés, de démocratie et de solidarité. Pour lutter contre le terrorisme, la responsabilité de notre génération est de construire la Paix et la Justice en France et partout dans le monde.



Partout dans le pays

Faisons entendre notre voix !



La période pose plus que jamais la question de la politique internationale. La France ne doit pas reproduire les interventions militaires américaines désastreuses de l'après 11 septembre. Nous refusons les ventes d'armes et les coopérations économiques avec les pays qui financent les groupes terroristes. Notre diplomatie doit être au service de la paix, dans le cadre du droit international. Au Moyen-Orient nous devons soutenir les Kurdes et tous les défenseurs de la démocratie qui luttent contre Daesh. A l'échelle du monde, nous devons soutenir toutes les forces qui agissent dans le sens d'une paix juste et durable, notamment en Palestine. L'heure est plus que jamais à favoriser un accueil digne et massif pour les réfugiés qui fuient les guerres de par le monde entier.

La paix et la justice doivent également être les boussoles des politiques à l'intérieur du pays. Après le choc des assassinats, comme après les attentats de janvier, beaucoup de voix s'unissent pour citer la devise de la république : « Liberté, Egalité, Fraternité ». L'urgence est de la rendre réelle pour l'ensemble des jeunes. L'éducation doit être une priorité politique. Il est grand temps d'agir pour la sécurisation de nos parcours professionnels et de vies. De l'école à l'insertion en passant par la culture : plus aucun jeune ne doit être plongé dans l'incertitude et la perte de repère dont se nourrissent les terroristes. S'il y a bien une situation qui mérite l'Etat d'urgence, c'est celle des jeunes en France victimes de discriminations.

Nous pensons à tous les jeunes victimes de racisme au quotidien, de contrôles au faciès, de discriminations à l'embauche. La jeunesse risque de souffrir de la récupération politique des forces réactionnaires et de l'extrême droite à la suite de ces attentats. Mais aussi les jeunes de quartiers populaires ou de territoires ruraux délaissés, victimes de discriminations territoriales, les femmes victimes du sexisme, les jeunes discriminés pour leur identité sexuelle...

L'urgence est de mettre un terme aux divisions et aux inégalités. Nous avons des solutions et plus que jamais, la génération de la crise refuse d'être celle de la guerre ! Nous appelons à la constitution d'espaces d'échange, de débat et d'engagements ouverts à l'ensemble des jeunes pour que la société de demain ne se construise pas sans nous.

